

Reconstruire
Ensemble

POUR UN NOUVEL ÉLAN RÉPUBLICAIN



LA RÉPUBLIQUE
En Marche !



SOMMAIRE

- **NOS PRIORITÉS** 3
- **LA LIBERTÉ POUR MAÎTRISER NOS VIES** 10
- **L'ÉGALITÉ POUR FAIRE FACE
AUX DÉFIS ÉCOLOGIQUE, DÉMOGRAPHIQUE
ET NUMÉRIQUE** 16
- **LA FRATERNITÉ POUR
RASSEMBLER LES FRANÇAIS** 22
- **LES CHIFFRES CLÉS** 28
- **NOS 10 CHANTIERS PRIORITAIRES** 29

NOS PRIORITÉS

La crise sanitaire, qui n'est pas achevée et qui ouvre une crise économique et sociale d'une ampleur encore sous-estimée, nous a placés face à l'urgence.

Ce temps de l'urgence, nous le vivons encore aujourd'hui. Faire en sorte que l'hôpital tienne, préserver les emplois par millions, sauver des centaines de milliers d'entreprises d'une faillite inéluctable, mettre en place des mécanismes de solidarité inédits et rapides pour aider les plus précaires, c'est ce que fait le Gouvernement pour y répondre.

Avant cette crise et depuis trois ans, l'action de cette majorité avait permis de rendre notre pays plus robuste pour affronter les difficultés, en créant massivement des emplois, en renforçant l'attractivité de notre territoire, notamment pour implanter des industries, en libérant les énergies entravées par des décennies de réformes trop longtemps différées, en retrouvant une véritable crédibilité aux yeux de nos voisins européens.

Au moment d'ouvrir le temps de la reconstruction, il faut tirer lucidement les enseignements de la crise sanitaire et de nos trois premières années d'action, mais également nommer les risques auxquels notre pays est confronté :

- Le risque de la fragmentation du projet républicain sous les coups de toutes les formes de séparatisme, de perte de repères intellectuels et historiques.
- Le risque de la fracturation de notre société générant chaque jour plus de colères et d'incompréhension, attisé par ceux qui n'ont de cesse d'opposer, mais aussi des fractures réelles mises en exergue par crise sanitaire.
- Le risque du déclasserment français dans la mondialisation et de perte de souveraineté.

Ces risques sont autant de défis pour notre société. Mais notre pays a aussi des forces insoupçonnées : sa jeunesse, son sens du travail et de l'engagement, sa bienveillance, l'envie de changer les choses par la création et l'innovation. Pendant la crise, partout en France, nos concitoyens ont montré un sens de l'engagement et de la solidarité hors du commun. La reconstruction et le redressement du pays nécessiteront de prolonger cet élan et de permettre à chacun d'y prendre sa part.

Notre Mouvement a structuré la réflexion collective autour de dix thèmes et quatre défis, suscitant en moins de trois mois près de 60 000 contributions écrites et plus d'un millier d'ateliers de comités locaux, qui ont permis de dégager des dizaines de propositions concrètes pour agir.

Ce texte liminaire, autour de nos priorités, dégage des principes qui doivent guider notre action pour les mois à venir dans le temps de reconstruction qui s'ouvre avec la fin du quinquennat.

1. – ALLER PLUS LOIN DANS LE « LIBÉRER » ET LE « PROTÉGER »

Face au choc économique et social que nous allons connaître, la bataille pour l'emploi est une priorité absolue. **Nous devons faire encore plus pour libérer l'activité et les énergies.**

- Tourner le dos à une politique de soutien aux entreprises qui commence à porter ses fruits constituerait une erreur fatale au redressement de notre pays. Nous devons au contraire l'amplifier : poursuivre la baisse de la fiscalité sur les entreprises, notamment les impôts de production, renforcer les aides pour accélérer les transitions écologique et numérique des entreprises, ainsi que la réindustrialisation du pays, mieux protéger contre le dumping social et environnemental par une taxe carbone aux frontières de l'Europe et relocaliser les productions stratégiques pour mieux maîtriser nos dépendances. Ce nouveau Pacte productif est la clé d'une transition écologique réussie, d'une souveraineté retrouvée et d'un partage plus équitable de la valeur par le travail.
- **La bataille pour l'emploi concerne avant tout notre jeunesse.**
C'est notre responsabilité de donner à nos enfants une perspective d'avenir pour qu'ils prennent toute leur part dans la reconstruction de notre pays. Nous refusons que cette génération soit « la génération sacrifiée ». Nous soutiendrons massivement l'emploi des jeunes, par des primes à l'embauche et par l'exonération des charges, dès la rentrée 2020, notamment pour les 700 000 jeunes qui arrivent sur le marché du travail en septembre.
- **Libérer les énergies en faisant du numérique un axe central de la reconstruction** : grand plan de transformation numérique des entreprises françaises, réduction de notre dépendance aux entreprises américaines de la tech. Nous devons faire du numérique un atout du quotidien plutôt que le symptôme d'un abandon (100% des ménages équipés en 2022, généralisation des tiers-lieux, enseignement numérique).
Il faudra aussi **encourager le travail à distance** qui est un facteur de performance et d'épanouissement personnel dès lors qu'il est bien encadré.

Cette bataille pour l'emploi et l'économie est une bataille pour la transition écologique. Non seulement parce que l'urgence environnementale est là : mais parce que nous croyons avec force que se mobiliser pour le climat et la biodiversité, investir dans les transports, les énergies, les technologies de demain, c'est accroître la liberté de chacun.

NOS PRIORITÉS

Dans le même temps, jamais le besoin de protection n'a été aussi fort. La crise sanitaire a renforcé un sentiment de vulnérabilité. La suspension de l'activité, la crise économique et la possible résurgence de crises sanitaires, ont fait naître des besoins de protection profonds et plus nombreux. **Notre responsabilité est d'assurer la sécurité des Français**, qu'elle soit sanitaire ou sociale, et de garantir l'ordre public et le respect des différents modes de vie.

- Nous pensons que **la première et la meilleure des protections est d'avoir un emploi**. Nous sommes déterminés à tout mettre en œuvre pour que le plein emploi soit une réalité en 2025.
- **Cette détermination doit s'accompagner de solidarités plus fortes.** Nous le devons à nos concitoyens les plus vulnérables. Bâtitons notre projet sur la solidarité intergénérationnelle qui est plus nécessaire que jamais. Accompagnons notre jeunesse, au-delà de notre action pour l'emploi, en garantissant que chaque jeune bénéficie d'une activité, d'un revenu ou d'un accompagnement, dès la rentrée 2020. Un effort particulier devra être fait pour les jeunes des quartiers prioritaires de la ville. Favorisons l'autonomie de nos aînés, grâce à une politique de la dépendance et du grand âge, financée par la 5e branche de la Sécurité sociale. Aidons nos compatriotes les plus modestes, dans l'urgence, grâce à un « chèque déconfinement », et de manière pérenne grâce à la création d'une garantie universelle des loyers pour permettre l'accès au logement à tous. Créons de nouveaux droits familiaux : un droit opposable au mode de garde qui permettra d'aider les mères en particulier à s'insérer sur le marché du travail, et l'allongement du congé pour l'autre parent pour mieux accueillir les nouveau-nés. Valorisons les « métiers essentiels » qui ont été en première ligne pendant la crise, dont la plupart sont fortement féminisés, en leur donnant par exemple un accès préférentiel au logement social, à la garde d'enfant et à la formation professionnelle.
- Protéger nos concitoyens, **c'est aussi prêter attention à leurs aspirations et à leurs modes de vie**. Si nous sommes attentifs, nous entendrons un besoin légitime de stabilité et de sécurité, et reconnaitrons que **l'on ne peut pas seulement parler de transformation et d'opportunités**. C'est un enjeu d'aménagement du territoire, pour garantir à tous l'accès aux services publics, particulièrement en ruralité. C'est la préservation de nos cadres de vie et de la nature. C'est une écologie du quotidien qui nécessite des efforts, mais qui réduit efficacement notre empreinte sans bouleverser nos modes de vie (voiture propre pour tous, circuits courts pour l'alimentation).

2. – REPRENDRE LE CONTRÔLE DE NOTRE DESTIN COMMUN

Sans renier le combat pour l'émancipation individuelle mené depuis 2017, la crise que nous traversons doit nous conduire à **mettre davantage la maîtrise de notre destin collectif au cœur de notre projet progressiste et humaniste**. C'est une condition pour rassembler les Français, ce qui est certainement le défi le plus inachevé à ce jour.

Investir dans nos biens communs. Relever ce défi commence par définir ce qui constitue nos biens communs, pour construire et maîtriser notre avenir collectif. Les services publics essentiels que sont l'éducation et la culture, la santé et la transition écologique constituent des secteurs prioritaires sur lesquels nous devons concentrer nos efforts d'investissement, y compris en reconsidérant les cadres macro-économiques habituels. Parce que nous ne sommes pas favorables à une hausse d'impôt, même symbolique, nous assumons, dans le temps de reconstruction et en nous appuyant sur les taux d'intérêt bas, de faire de l'endettement public un levier pour investir dans cet avenir commun et faire face à la crise. Nous assumons une politique d'endettement responsable : la dette que nous contractons, nous la rembourserons. La crédibilité de cette adaptation de notre stratégie repose sur un effort de transformation structurelle dans chacun de ces domaines d'action. C'est vrai pour la santé où la revalorisation des soignants doit s'accompagner d'une transformation du système de santé (prévention, orientation plus efficace des patients grâce à un numéro unique) et d'une priorité donnée à la santé mentale dès le plus jeune âge. C'est également vrai de l'éducation où la revalorisation des personnels éducatifs est un impératif. En matière culturelle, nous voulons faire de l'éducation artistique et culturelle un levier d'équité. En matière de transition écologique, investir, c'est faire de l'écologie le moteur de notre croissance économique, veiller à ne laisser personne au bord du chemin, et donner à chacun les moyens d'agir à son niveau. Cela passe notamment par un droit à l'alimentation durable pour les plus modestes, des investissements massifs en matière de rénovation énergétique et de mobilité propre, ainsi que la création d'une banque de la transition écologique.

Agir pour notre souveraineté. Relever ce défi, c'est pouvoir décider des règles de la mondialisation et de la place que nous voulons y prendre.

- La France ne pourra pas seule défendre ses choix. **La condition de notre indépendance, c'est l'Europe.** Une Europe consciente de sa puissance économique et commerciale, donc capable de bâtir sa souveraineté économique, sanitaire et digitale et de proposer un « New Deal pour la Mondialisation », tenant compte de considérations sociales, environnementales, éthiques. Nous souhaitons que la Conférence pour l'avenir de l'Europe puisse être mise en place le plus rapidement possible afin de clarifier les objectifs, les compétences et les ressources d'une nouvelle Union souveraine.

- C'est dans ce cadre que **la France doit retrouver une plus grande autonomie stratégique** : sécurité des approvisionnements fondamentaux, capacité à surmonter ensemble des crises graves dans la durée, relocalisations, mais aussi protection des actifs culturels stratégiques. Nous proposons pour cela un Commissariat au Pacte productif pour réarmer l'État stratège et réindustrialiser notre pays.

3. L'ENGAGEMENT DE TOUS POUR REDRESSER LE PAYS : LE TEMPS DES RESPONSABILITÉS PARTAGÉES

L'État a montré pendant la crise sa capacité à apporter des réponses quasiment sans égale dans le monde, notamment pour sauver des emplois. Mais les difficultés auxquelles il a fait face illustrent également les limites d'un système où l'on attend tout de cet État, dévitalisant les capacités d'initiative et déresponsabilisant les acteurs. **La réponse à apporter à la crise ne peut pas être celle du tout État**, encore moins celle d'un État trop centralisé. Chacun doit apporter sa pierre au redressement de notre pays.

L'engagement des entreprises dans le cadre du Pacte productif. Elles prendront leur part dans la construction de notre avenir commun en partageant mieux la valeur créée en leur sein entre les parties prenantes (généralisation de la participation et de l'intéressement), en redonnant la parole aux travailleurs (représentation des travailleurs de plateforme et renforcement des administrateurs salariés), en relocalisant des productions stratégiques et en prenant des engagements sociaux et environnementaux (ESG) ambitieux.

L'engagement des citoyens et des associations. Les derniers mois ont montré à quel point chacun d'entre nous porte une responsabilité dans notre vie collective. La mobilisation des soignants a été essentielle pour faire tenir le système de santé, les travailleurs des premières lignes pour faire tenir le système économique, les citoyens pour respecter le confinement. Les Français ont démontré pendant la crise leur sens de l'intérêt général, leur capacité à faire tenir le système, mais également à créer de nouvelles solidarités. Consolidons ces solidarités nouvelles avec un plan d'aide aux petites associations, en particulier dans les quartiers prioritaires de la ville, et la pérennisation de la réserve civique. Formons les citoyens et donnons-leur les outils d'une reprise plus responsable de la consommation après la crise, soucieuse du « fabriqué en France et en Europe » et de l'impact environnemental des produits. Développons une philanthropie « à la française », qui donne plus de possibilités aux plus aisés de contribuer à l'effort collectif. Enfin, construisons ensemble l'avenir de notre pays. Avec la Convention citoyenne pour le climat, nous expérimentons depuis plusieurs mois une nouvelle forme de démocratie délibérative. Nous proposons d'aller plus loin et d'installer deux nouvelles conventions citoyennes d'ici à 2022 sur des sujets structurants pour notre vie collective, la lutte contre toutes les formes de discrimination et l'utilité sociale des métiers.

La confiance dans l'efficacité de l'État et des collectivités.

- **Il faut aussi mener une profonde transformation de l'action publique.** Nous devons repenser l'organisation de notre État qui est resté trop vertical et centraliste: cela doit se traduire par une grande déconcentration des missions et des agents publics, qui irriguera nos territoires et rapprochera la décision du terrain. Cela doit aussi s'accompagner d'un double principe de décentralisation et différenciation, qui responsabilise et libère les acteurs locaux, et d'un travail de fond pour retisser le lien entre les élus et les citoyens.
- Il est urgent de **renouer avec la confiance dans l'action de l'État** en s'attaquant à la bureaucratie, en installant enfin une culture française de l'évaluation, par la clause d'extinction (toute nouvelle mesure cesse de s'appliquer au bout d'un certain temps, sauf évaluation positive) et en revoyant la sélection et la formation de la haute fonction publique pour rendre celle-ci plus ouverte et plus représentative de la société française.

4. – RÉAFFIRMER LE CADRE RÉPUBLICAIN

Notre projet politique de reconstruction est naturellement et fermement arrimé au pacte républicain. Il a pour ambition de raffermir les liens qui doivent continuer de nous unir au sein d'une communauté nationale qui demeure, avant toute chose, une communauté de citoyens.

En ce moment historique, nous devons **réveiller cette adhésion indispensable à la réussite de notre projet.** La citoyenneté républicaine repose sur le principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi, sans se préoccuper des appartenances singulières, et sur le respect des lois de la République par tous et partout. Cet idéal transcende les revendications identitaires d'où qu'elles proviennent. Nous devons reconquérir les voies de cet idéal.

Aujourd'hui, le projet politique universaliste républicain est fragilisé par des communautarismes dont l'essence même est de promouvoir la séparation, en s'appuyant sur nos différences, alors qu'elles devraient nous enrichir plutôt que nous diviser.

Au fond, le communautarisme entretient l'illusion que ce qui nous divise est plus important que ce qui nous rassemble, que les individus repliés au sein de leurs communautés respectives pourraient se construire un meilleur avenir qu'en restant associés au sein du cadre collectif républicain.

NOS PRIORITÉS

Il ne faut pas s'y tromper : ce phénomène a mille causes mais nous ne devons pas ignorer qu'il prospère aussi sur certaines promesses déçues de la République, la persistance de certaines discriminations, ou encore, l'affaïssement des solidarités classiques.

La République est bousculée, mais elle n'est pas dépassée. Tout au contraire, elle est un projet à la fois vivant et moderne, particulièrement adapté à nos sociétés dont la prospérité et la créativité sont fondées sur l'ouverture, le progrès, l'échange, le brassage, autrement dit, sur l'universel.

En ce moment particulier de l'histoire de notre Nation, **les valeurs républicaines, l'esprit républicain, doivent au quotidien animer notre engagement.** C'est la vocation première de La République En Marche !

C'est pourquoi **nous appelons à un nouvel élan républicain** pour que la France soit à la hauteur de ses promesses de liberté, d'égalité et de fraternité.

L'ensemble des propositions formulées par La République En Marche dans le cadre de ses travaux collectifs s'inscrit ainsi dans le triptyque de notre devise républicaine.





1. La liberté pour maîtriser nos vies

→ Donner aux jeunes confiance en leur avenir

« Les grands perdants seront les jeunes : les entreprises souffrent et donc pas de stages...il faut mettre le paquet pour que la jeunesse n'ait pas que la dette comme avenir ».

— Amaury (Rhône)

→ Choisir le travail et atteindre le plein emploi en 2025

« Tout faire pour se diriger vers le plein emploi en relocalisant, en partageant et valorisant le travail, en attribuant des tâches d'intérêt général à tous (selon les capacités et les formations de chacun)... ».

— Gérard (Essones)

→ Faire de la transition écologique une opportunité pour chacun

« Nous devons fixer un projet inspirant pour la France et l'Europe et réconcilier l'écologie, l'économie et le social. Investir dans la formation (et continuer à investir dans l'éducation à l'école) liée aux enjeux de l'écologie. La transition écologique n'est plus une option, elle implique des contraintes mais elle génère aussi de vraies opportunités (qualité de vie, emploi, sens...) ».

— Patrick (Guadeloupe)

→ Parvenir à une société de prévention

« Mieux informer les citoyens dès leur plus jeune âge sur leur capital santé, sur les bonnes pratiques, mettre l'accent sur la prévention au quotidien. ».

— Janique (Lot)

→ Bâtir une Europe indépendante

« Si nous voulons vraiment retrouver notre souveraineté, il n'y a qu'une seule solution : remettre à plat le fonctionnement de l'Europe ».

— Comité Ceyrat Beaumont St-Genès Champannelle

DONNER AUX JEUNES CONFIANCE EN LEUR AVENIR

PROPOSITION 1

- Donner à chaque jeune un emploi grâce à des aides massives à l'embauche (primes à l'embauche pour la génération 2020 et exonérations de charges).

PROPOSITION 2

- Faciliter et inciter les donations du vivant pour les jeunes et les associations.

PROPOSITION 3

- Mettre en place le “Prêt public jeune” garanti par l'État : jusqu'à 50 000 euros pour se former, financer ses études ou lancer son entreprise, remboursable une fois le projet terminé en fonction des revenus.

CHOISIR LE TRAVAIL ET ATTEINDRE LE PLEIN EMPLOI EN 2025

PROPOSITION 4

- Créer un Commissariat au Pacte productif pour réarmer l'État stratégie et piloter la réindustrialisation de notre pays, notamment dans les territoires.

PROPOSITION 5

- Créer un livret de la reconstruction (le “Livret R”) pour permettre à chaque Français d'investir dans l'avenir de nos PME et dans notre puissance économique.

PROPOSITION 6

- Mettre en place un Fonds d'accompagnement à la transition numérique pour les TPE/PME.

PROPOSITION 7

- Réduire les impôts de production en concertation avec les collectivités.

PROPOSITION 8

- Renforcer les exonérations fiscales pour les entreprises qui s'implantent dans les territoires ruraux.

PROPOSITION 9

- Accompagner le travail à distance en protégeant mieux les salariés par des accords collectifs, en ouvrant des tiers-lieux dans les bâtiments publics, l'équipement de 100% des ménages d'ici 2022, et le financement de formations pour les personnes qui ne maîtrisent pas les outils numériques.

PROPOSITION 10

- Créer un accompagnement à la mobilité pour les français qui souhaitent vivre et travailler ailleurs en France.

PROPOSITION 11

• Mettre en place un Droit au temps : en rassemblant leurs droits et congés existants dans un outil simple à utiliser, les Français pourront choisir plus librement les moments d'emploi tout au long de leur vie, et décider de se lancer à d'autres moments dans des projets personnels ou professionnels.

FAIRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE UNE OPPORTUNITÉ POUR CHACUN

PROPOSITION 12

• Former massivement aux métiers de la transition écologique et numérique selon le principe "1 euro de l'État en plus pour 1 euro dépensé dans la formation".

PROPOSITION 13

• Généraliser la prime à la conversion à tous les modes de transport propres (vélo, scooter électrique, etc.).

PROPOSITION 14

• Généraliser un affichage environnemental des produits sur le modèle du Nutriscore afin d'informer facilement les consommateurs.

PROPOSITION 15

• Mettre en place une plateforme unique et publique sur la performance des entreprises, qu'elle soit environnementale, sociale, ou en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

PROPOSITION 16

• Faire voter une "Loi Evin sur le climat" pour réguler la publicité des produits polluants.

PROPOSITION 17

• Créer un Défenseur des droits de l'environnement pour veiller à la protection du climat, de la biodiversité, du bien être animal, et alerter en cas de manquements graves.

PARVENIR À UNE SOCIÉTÉ DE PRÉVENTION

PROPOSITION 18

• Lancer une stratégie nationale pour la santé mentale : sensibilisation des jeunes et formation des adultes, généralisation des équipes mobiles à domicile pour moins d'hospitalisations, remboursements de forfaits de consultations chez les psychologues.

LA LIBERTÉ POUR MAÎTRISER NOS VIES

PROPOSITION 19

- Mettre en place le Service d'Accès aux Soins via une plateforme numérique et un numéro de téléphone gratuit (le "113") permettant des conseils et l'orientation vers une téléconsultation, une consultation sans rendez-vous, ou un envoi aux Urgences.

PROPOSITION 20

- Faciliter l'accès de tous les Français aux consultations médicales gratuites tous les 5 ans.

BÂTIR UNE EUROPE INDÉPENDANTE

PROPOSITION 21

- Déployer un plan de soutien massif "Made in Europe 2024" pour réarmer notre industrie grâce au plan de relance européen.

PROPOSITION 22

- Créer une Agence européenne pour l'innovation de rupture sur le modèle de la DARPA américaine.

PROPOSITION 23

- Mettre une douane environnementale et sociale aux frontières de l'Europe : les entreprises qui souhaitent entrer sur le marché européen doivent en respecter les normes.

PROPOSITION 24

- Renforcer le mécanisme de contrôle des investissements non européens dans les secteurs stratégiques.

PROPOSITION 25

- Exiger de la part de nos partenaires commerciaux une stricte réciprocité commerciale (marchés publics, transferts de technologies...).

PROPOSITION 26

- Créer un label « Sécurité numérique européenne » pour les entreprises qui hébergent leurs données en Europe.

PROPOSITION 27

- Reconstituer une capacité de production de médicaments et de dispositifs médicaux, notamment avec la création d'un champion européen des principes actifs pharmaceutiques.

PROPOSITION 28

- Mettre en œuvre la Conférence sur l'avenir de l'Europe pour clarifier et renforcer les objectifs, les compétences et les ressources de l'Union.





2. L'égalité pour faire face aux défis écologique, démographique et numérique

→ Réussir la transition écologique avec chaque Français

« Comme cela a déjà été souligné, les bénéfices de la transition écologique doivent concerner tous les Français et sans doute encore plus les plus démunis ».
— Michèle (Manche)

→ Mettre en oeuvre les droits de demain

« La première solidarité, c'est donner du travail à tous, une dignité à tous. Les personnes en difficulté, les personnes en situation de handicap, tous doivent avoir une place, une utilité dans la société. Arrêtons de mettre les personnes différentes de côté : chaque Français doit pouvoir prendre part à cette intégration dans tous les secteurs de la société ».
— George (Ain)

→ Renforcer l'action des entreprises pour l'intérêt général

« Notre nouveau modèle économique ne devrait pas prendre en compte que la croissance et le profit. L'écologie, le bien-être des salariés et la solidarité devraient être pris en compte pour la mesure de l'efficacité du modèle. ».
— Claude (Ariège)

RÉUSSIR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE AVEC CHAQUE FRANÇAIS

PROPOSITION 29

- Assurer aux plus modestes un droit à l'alimentation durable pour donner accès à une alimentation saine et réduire les risques de santé.

PROPOSITION 30

- Créer une Banque de la transition écologique pour accompagner les plus modestes (rénovation du logement, achat d'une voiture propre...).

PROPOSITION 31

- Faire contribuer plus fortement les vendeurs d'énergie fossile au financement des investissements des ménages dans la transition énergétique (chaudières, voitures propres, rénovation des logements), en créant une Obligation d'Économie Carbone.

PROPOSITION 32

- Doubler les moyens humains et budgétaires accordés par l'État aux projets alimentaires territoriaux pour généraliser les circuits courts, en particulier dans la ruralité.

METTRE EN OEUVRE LES DROITS DE DEMAIN

Nos aînés

PROPOSITION 33

- Garantir un accompagnement de la dépendance, à domicile comme en établissement, grâce à la création de la 5^e branche de la Sécurité sociale.

PROPOSITION 34

- Moduler le tarif des Ehpad en fonction des revenus de la personne.

PROPOSITION 35

- Mettre en place le "Bafa d'argent" pour former davantage de jeunes aux métiers de la dépendance.

Les droits familiaux

PROPOSITION 36

- Créer un droit opposable aux modes de garde par les collectivités, pour accueillir tous les enfants et permettre à plus de femmes de s'insérer sur le marché du travail.

PROPOSITION 37

- Allonger le congé pour le second parent de 11 jours à 1 mois.

L'ÉGALITÉ POUR FAIRE FACE AUX DÉFIS ÉCOLOGIQUE, DÉMOGRAPHIQUE ET NUMÉRIQUE

PROPOSITION 38

- Étendre le “crédit d’impôt garde d’enfants” pour qu’il couvre les enfants de 6 ans à 12 ans.

Les Français les plus modestes

PROPOSITION 39

- Verser aux plus modestes un “chèque déconfinement” de 400 euros utilisable dans les commerces locaux.

PROPOSITION 40

- Instaurer la garantie universelle des loyers.

PROPOSITION 41

- Augmenter rapidement le nombre de logements abordables, en s’appuyant sur l’habitat modulaire et la transformation de bureaux en logements.

PROPOSITION 42

- Créer un filet de sécurité dédié aux jeunes de 18 à 25 ans en les incluant dans les dispositifs existants.

PROPOSITION 43

- Créer un bail spécifique « location monoparentale » permettant d’obtenir automatiquement la garantie de l’organisme avant la signature du bail avec le propriétaire privé.

PROPOSITION 44

- Créer une plateforme solidaire de don de matériel informatique par les entreprises et collectivités à destination des ménages modestes.

Les travailleurs de première ligne

PROPOSITION 45

- Ouvrir un accès prioritaire aux logements sociaux, aux modes de garde, aux formations longues et rémunérées, et revoir les critères de pénibilité des métiers fortement féminisés.

Les indépendants

PROPOSITION 46

- Élargir les critères d’accès à l’assurance chômage des indépendants créée en 2019 et revaloriser leurs droits de 800 à 1 000 euros par mois. Cette mesure sera une étape supplémentaire dans le chantier de la protection sociale universelle.

Les personnes en situation de handicap

PROPOSITION 47

- Accélérer l’essor des CDD tremplins qui permettent d’acquérir une expérience afin de faciliter la transition vers d’autres employeurs.

L'ÉGALITÉ POUR FAIRE FACE AUX DÉFIS ÉCOLOGIQUE, DÉMOGRAPHIQUE ET NUMÉRIQUE

RENFORCER L'ACTION DES ENTREPRISES POUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

PROPOSITION 48

- Généraliser la distribution de bénéfices aux salariés (la participation) à toutes les entreprises.

PROPOSITION 49

- Faciliter le versement d'actions gratuites aux salariés par une simplification administrative et des allègements fiscaux.

PROPOSITION 50

- Créer la “redevance évasion fiscale” en prélevant, dans chaque multinationale, la différence entre les impôts qu'elle aurait dû payer dans le monde et ceux qu'elle a finalement payés.

PROPOSITION 51

- Créer un cadre permettant aux travailleurs des plateformes de voir leurs intérêts représentés et leurs droits sociaux renforcés.

PROPOSITION 52

- Valoriser et renforcer le statut d'administrateur salarié afin d'équilibrer le partage de la décision au sein de l'entreprise.

PROPOSITION 53

- Convertir les entreprises de secteurs stratégiques (santé, alimentation etc.) en “entreprises à mission” afin de mieux concilier recherche de profit et intérêt général.

PROPOSITION 54

- Indexer un tiers de la rémunération variable des dirigeants sur des objectifs environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance.

PROPOSITION 55

- Étendre les obligations de représentation des femmes à toutes les instances de direction des entreprises.

PROPOSITION 56

- Instaurer un code éthique numérique afin de responsabiliser les plateformes et un Habeas Corpus numérique pour protéger les utilisateurs.





3. La fraternité pour rassembler les Français

→ Unir les Français par l'éducation et la culture

« Quoi qu'il en coûte, soutenir l'exception française pour sa culture et son éducation, faire des choix assumés de financement massif. Et en transverse de tout ça, l'écologie. Alors, paf : ça colle avec une éducation fière de ses jeunes avec une place pour eux, qui revalorise (enfin !) les métiers manuels ! »

— Isabelle (Sarthe)

→ Déverrouiller l'État, responsabiliser les territoires

« Il n'est plus possible d'avoir autant d'administrations basées à Paris ! Il est temps de rééquilibrer les choses et de les déployer au plus près des territoires. »

— Myriam (Comité La Chapelle-sur-Erdre)

→ Rebâtir notre système de santé

« Après un vaste plan d'investissements, il me paraît essentiel de refonder l'organisation du système de santé : de la formation initiale, en passant par la revalorisation des carrières, les promotions internes, le financement, la direction, le management, et de l'articuler avec un nouvel aménagement du territoire. »

— Bernard (Finistère)

→ Faire de l'engagement pour les autres un réflexe français

« Transformons ce grand élan de solidarité apparu avec la crise en une vraie culture de l'engagement. »

— Juliette (Nord)

→ Écouter les Français

« Savoir écouter ce que demandent les gens ou ce qu'ils souhaitent. Leur demander : Plus d'écoles ? Plus d'emplois ? Plus de structures publiques ? Plus de justice ? Plus de sécurité ? Plus de loisirs ? Plus de liberté d'entreprendre ? Moins de taxes ? Si vous deviez en choisir deux que souhaitez vous privilégier sur 5 ans ? Comment le rendre possible ? » — Colette (Loire-Atlantique)

UNIR LES FRANÇAIS PAR L'ÉDUCATION ET LA CULTURE

PROPOSITION 57

- Soutenir la revalorisation des personnels éducatifs.

PROPOSITION 58

- Permettre une plus grande autonomie aux établissements scolaires avec les acteurs de terrain.

PROPOSITION 59

- Inclure de l'école primaire au baccalauréat des enseignements sur l'environnement, la santé, et les usages du numérique.

PROPOSITION 60

- Créer un programme national de mentorat pour tous les lycéens de France.

PROPOSITION 61

- Allouer davantage de ressources aux établissements scolaires ruraux ou isolés.

PROPOSITION 62

- Sensibiliser aux biais de genre à l'école.

PROPOSITION 63

- Mettre les bibliothèques au cœur de la politique culturelle, développer des structures dans toute la France, et de continuer à étendre leurs horaires d'ouverture.

PROPOSITION 64

- Généraliser l'Éducation artistique et culturelle à toutes les écoles pour que les enfants bénéficient de deux heures minimum de pratique artistique par semaine.

PROPOSITION 65

- Redonner aux Directions régionales des affaires culturelles (DRAC) une puissance d'action, en les faisant dépendre du ministre et en leur confiant un pouvoir de nomination et de décision territoriale, et en renforçant leurs effectifs.

PROPOSITION 66

- Subventionner les institutions culturelles en partie en fonction de la diversité sociale des publics qu'elles accueillent.

PROPOSITION 67

- Ouvrir le Pass Culture en ligne aux Français vivant dans des zones peu denses.

PROPOSITION 68

- Lancer un GPS culturel pour faire connaître et localiser l'offre culturelle sur les territoires (patrimoine, événements, institutions).

DÉVERROUILLER L'ÉTAT, RESPONSABILISER LES TERRITOIRES

PROPOSITION 69

- Déconcentrer l'État en redonnant le pouvoir de décision aux agents de

LA FRATERNITÉ POUR RASSEMBLER LES FRANÇAIS

terrain, avec un objectif à terme de situer 100 000 des 500 000 agents publics et des administrations centrales présents en Île-de-France dans des territoires sous-dotés.

PROPOSITION 70

- Clarifier les compétences de l'action publique : par exemple en confiant à l'État le pilotage de la politique sociale, aux communes et intercommunalités la politique du logement et de l'hébergement.

PROPOSITION 71

- Faire confiance aux territoires dans leur choix de priorités et d'organisation en inscrivant dans la Constitution un principe de différenciation à l'initiative des collectivités locales.

PROPOSITION 72

- Instaurer une « clause d'extinction » : toute nouvelle dépense ou mesure cesse de s'appliquer au bout d'un temps donné (ex : 2 ans) sauf évaluation positive.

PROPOSITION 73

- Supprimer et remplacer l'ENA par un parcours de formation plus complet, ouvert à l'international et au secteur privé, avec une formation continue en management avant d'atteindre les postes à responsabilité.

PROPOSITION 74

- Constituer un guichet unique pour

un service public de l'écologie et ainsi rendre accessibles toutes les aides écologiques.

PROPOSITION 75

- Créer dans chaque Maison France Services un espace de formation numérique (les "auto-écoles du numérique").

PROPOSITION 76

- Créer le poste de Conseiller scientifique du Gouvernement pour appuyer et éclairer l'action publique grâce aux travaux scientifiques et technologiques les plus récents.

PROPOSITION 77

- Créer une « cellule écologique » au sein de la direction du Budget chargée de piloter le « cadrage vert » de chaque ministère.

PROPOSITION 78

- Mettre en place un guichet unique numérique sur les sites des administrations via un assistant virtuel : il permettra de répondre de manière précise 24h/24 aux questions administratives des Français.

REBÂTIR NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ

PROPOSITION 79

- Créer une 2^e journée de solidarité pour financer les hôpitaux et établissements de santé.

PROPOSITION 80

- Créer un mécanisme européen de réaction en matière sanitaire.

PROPOSITION 81

- Généraliser les financements à la pertinence et à la qualité pour mettre fin aux actes inutiles ou redondants.

PROPOSITION 82

- Donner une voix aux citoyens dans l'organisation de la santé sur leur territoire.

FAIRE DE L'ENGAGEMENT POUR LES AUTRES UN RÉFLEXE FRANÇAIS

PROPOSITION 83

- Créer un service civique écologique pour permettre à tous les Français de s'engager dans un projet en faveur du climat ou de la biodiversité.

PROPOSITION 84

- Permettre l'échange d'heures d'entraide entre Français (ex : 1 heure d'aide aux devoirs contre 1 heure de bricolage) et renforcer le Compte d'engagement citoyen (CEC) pour inciter l'engagement civique.

PROPOSITION 85

- Rendre obligatoires pour tous les étudiants d'université et de grande école trois stages d'utilité sociale

au cours de leur scolarité : agricole, ouvrier, et associatif.

PROPOSITION 86

- Mettre en place des accords entre l'État et les chaînes hôtelières pour des refuges d'urgence : une mise à disposition temporaire de chambres pour les victimes de violences conjugales ou intrafamiliales partout en France.

ÉCOUTER LES FRANÇAIS

PROPOSITION 87

- D'ici 2022, mettre en place deux conventions citoyennes (tirées au sort et dans un CESE réformé) sur les métiers de première ligne et sur la lutte contre les discriminations.

PROPOSITION 88

- Créer un statut de "citoyen participant" sur le modèle des jurés d'assises.

PROPOSITION 89

- Mettre en place le programme "Écouter la France" : une plateforme d'écoute pour prendre le pouls des citoyens au quotidien et faire remonter leurs idées.

PROPOSITION 90

- Expérimenter le vote sur internet et par correspondance aux élections locales.

LES CHIFFRES CLÉS

- 60 000** contributions d'adhérents
- 100 000** idées proposées par les adhérents
- 1 000** ateliers locaux organisés
- 250** experts mobilisés
- 20** heures de direct sur les réseaux sociaux
- 90** propositions
- 10** chantiers prioritaires

→ NOS 10 CHANTIERS PRIORITAIRES POUR TENIR LES PROMESSES RÉPUBLICAINES

LIBERTÉ

1. – **Lancer un nouveau Pacte productif pour retrouver le plein emploi en 2025** : baisse des impôts de production, généralisation de la participation dans les entreprises, création d'un « livret R » pour financer les PME, et d'un Commissariat au pacte productif pour piloter la réindustrialisation de notre pays

2. – **Lancer le dispositif « Zéro jeune sans solution »** dès la rentrée 2020 : primes à l'embauche et exonération de charges

3. – **Faire du numérique un axe central de la reconstruction** : équiper 100% des ménages d'ici 2022, généraliser les tiers-lieux, et soutenir tous ceux qui s'engagent dans des formations numériques

4. – **Mettre en œuvre la Conférence sur l'avenir de l'Europe** pour clarifier les objectifs, les compétences et les ressources de l'Union

ÉGALITÉ

5. – **Favoriser l'autonomie de nos aînés**, grâce à une politique de la dépendance et du grand âge, financée par la 5^e branche de la Sécurité sociale

6. – **Ouvrir de nouveaux droits familiaux** : droit opposable au mode de garde et allongement du congé pour l'autre parent

7. – **Valoriser les « métiers essentiels »**, très féminisés : accès préférentiel au logement social, à la garde d'enfant et à la formation

FRATERNITÉ

8. – **Investir massivement dans nos biens communs** :

- **Éducation**, notamment par la revalorisation des personnels éducatifs
- **Culture**, notamment par la généralisation de l'éducation artistique et culturelle

- **Santé**, notamment par la revalorisation des soignants, une priorité donnée à la santé mentale, et de meilleurs conseils et orientation avec un numéro de téléphonique unique gratuit

- **Transition écologique**, notamment par la mise en place d'un droit à l'alimentation durable et la création d'une banque de la transition écologique pour les plus modestes

9. – **Transformer l'action publique** : un acte fort en matière de décentralisation, de déconcentration et de différenciation, une nouvelle culture de l'évaluation, et une nouvelle formation de la haute fonction publique

10. – **Renforcer l'écoute et la co-construction citoyenne** : installation de deux nouvelles conventions citoyennes d'ici 2022 (sur la lutte contre les discriminations et la définition de « l'utilité sociale »).